

Direction générale
de l'alimentation

Sous-direction de la
qualité et de la protection
des végétaux

Bureau de la
réglementation et de la
mise sur le marché des
intrants

Dossier suivi par : SS

Réf : 9800252EADJ12028



BARCLAY CHEMICAL LTD
Tyrellstown Way
Damastown industrial Park
Mulhuddart
DUBLIN 15
IRLANDE

Paris, le 26 NOV. 2012

Objet : Lettre de décision

Madame, Monsieur,

Par courrier daté du 9 août 2010 je vous notifiâis mon intention de prendre une décision de retrait de la mention jardin amateur pour la préparation BARCLAY GARRYO. Vous avez fait valoir vos observations par un courrier daté du 18 août 2010. Ces observations ne remettent pas en question les motifs justifiant le retrait. Veuillez trouver ci-joint la lettre de décision, concernant le produit :

N° Intrant : 9800252 - BARCLAY GARRYO AMM n° 9800252

(ce n° intrant et ce nom sont à rappeler dans chaque correspondance concernant ce dossier)

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de
l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de la
protection des végétaux,

Robert TESSIER

Conformément aux dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la partie législative du Code Rural et des textes pris pour son application, les décisions suivantes ont été arrêtées dans les conditions ci-dessous :

Descriptif de l'Intrant

N°intrant : 9800252 Nom commercial : **BARCLAY GARRYO**

Produits Phytopharmaceutiques
N° AMM : 9800252

Firme détentrice : BARCLAY CHEMICAL LTD

Type commercial : Produit de seconde gamme

Composition : Glyphosate 360 G/L

Vu l'avis de l'Afssa n°2008-0898 du 9 mars 2010

La mention "emploi autorisé dans les jardins" est retirée. Ce produit est à réserver à des utilisateurs professionnels.

Dénominations commerciales

BARCLAY GARRYO

Mention

Retiré	Emploi autorisé dans les jardins
--------	----------------------------------

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

2 6 NOV. 2012

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de
l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de la
protection des végétaux,



Robert TESSIER